

De la nécessité de l'Europe

Le monde dans lequel nous vivons est le monde de tous les dangers. Cette situation n'est pas vraiment inédite. Pourtant, à la fin du siècle dernier, nous avions espéré entrer dans un temps d'apaisement, celui de la disparition des blocs antagonistes. En novembre 1989, nous étions nombreux à Berlin pour fêter la chute du mur. Notre espoir est aujourd'hui déçu. Dans son édition du 4/5 février, le journal Le Monde recensait « ces murs qui divisent la planète » : entre les Etats-Unis et la Mexique ; à Melilla dans l'enclave espagnole, entre l'Europe et l'Afrique ; en Hongrie le long de la frontière avec la Serbie ; la « barrière de sécurité entre Israël et Cisjordanie ; sans oublier « la frontière la plus armée du monde » entre les deux Corées.

Partout, nous assistons à une montée des **nationalismes** et du **protectionnisme** : en Europe, aux Etats-Unis, en Russie, en Asie...

Corollairement, le **multilatéralisme** -c'est-à-dire la recherche de solutions aux problèmes internationaux par la négociation collective plutôt que par l'usage unilatéral de la force- est en panne : le Conseil de Sécurité des Nations Unies est souvent paralysé par l'usage que certains de ses membres permanents font de leur droit de veto -et il ne parvient pas à se réformer ; l'organisation mondiale du commerce va d'échec en échec et ses mécanismes sont de plus en plus

contournés par des accords bilatéraux ; l'UNESCO est affaiblie par le retrait américain ; et la justice pénale internationale est contestée. Le succès de certaines initiatives comme ONUSIDA ne suffit pas à rétablir la balance.

Le **fanatisme** religieux et en premier lieu le salafisme islamiste nourrissent le **terrorisme** le plus barbare, et il n'est pas excessif de parler d'un véritable affrontement entre **l'Islam des ténèbres** qui sévit en plusieurs parties du monde et **l'Islam des lumières** qui reste à construire.

Parmi les menaces qui pèsent sur nous, je citerai encore la **prolifération nucléaire** que nous ne parvenons pas à endiguer, en Corée du Nord bien sûr, ou que nous prévenons difficilement, en Iran notamment.

A tout cela s'ajoutent des **crises régionales** d'intensité diverse, à commencer par le chaos au Proche et Moyen Orient dont on ne voit pas l'issue.

Les budgets militaires des grandes -ou moins grandes- nations sont en forte et régulière croissance, et le mot de guerre revient de plus en plus souvent dans les discours.

En profondeur, c'est un **ressac de la mondialisation** qui se produit dans l'âme des peuples qui la perçoivent comme une menace envers leur identité, et comme la cause d'inégalités croissantes. Rejetant la construction d'un village global, ils se réfugient dans leurs petites patries.

On le voit en Catalogne ou en Corse.

*

Si l'on porte maintenant le regard sur le **moyen-long** terme, l'horizon ne s'éclaircit pas vraiment. D'immenses défis se dressent devant nous.

En premier lieu, la **croissance démographique** exponentielle qui laisse prévoir une population mondiale de plus de 11 milliards d'êtres humains à la fin de ce siècle (variante **médiane** de l'ONU). Une planète à 11 milliards d'individus ne ressemblera plus à la Terre de nos prédécesseurs dont le nombre n'a dépassé le milliard qu'au milieu du XIX^{ème} siècle. Que dire d'une Afrique à 4 milliards d'habitants, d'un Nigeria à 440 millions en 2050 et plus de 900 millions en 2100 (toujours selon la variante médiane des Nations Unies) ? En 2050, la moitié des Africains aura moins de 25 ans. En 2050, les Européens représenteront 7% de la population mondiale, contre 25 % en 1900.

Défi **environnemental** ensuite : l'avertissement solennel à l'humanité que 15 000 scientifiques ont lancé en novembre dernier n'a fait la « une » des médias que pendant quelques heures. Nous n'avons pas pris les moyens de lutter efficacement contre le dérèglement climatique, le recul de la biodiversité, l'épuisement des ressources rares... Et pourtant des solutions existent.

Défi de la **révolution numérique** qui ne cesse de s'amplifier, et qui -conjuguée aux progrès des nano-technologies, des bio-technologies et des sciences cognitives- est porteuse d'exaltantes promesses, par exemple pour notre santé,

mais aussi de risques majeurs pour nos libertés individuelles ou pour nos emplois.

Défi anthropologique, même : l'intelligence artificielle peut augmenter l'humanité, elle peut aussi la diminuer si nous ne le mettons pas au service de la personne humaine, plutôt que l'inverse.

*

Faut-il dès lors sombrer dans le pessimisme ?

Mon caractère -et ma réflexion- me portent à la réaction exactement inverse : il faut agir car, je le répète, des solutions existent.

Avant d'agir, bien sûr, il faut penser.

Toutes les questions que j'ai soulevées et à peine effleurées méritent approfondissement. C'est le travail des experts ; c'est aussi la responsabilité de tous les citoyens car c'est eux qui détiennent la clé de la plupart des problèmes : c'est leur comportement qui, au bout du compte, permettra ou contrariera les changements nécessaires.

Permettez-moi de faire part ici d'une initiative que je viens de prendre dans ma ville de Bordeaux.

J'invite mes concitoyens à s'engager dans un exercice de remue-méninges pour imaginer et construire ensemble la ville de demain : « Bordeaux 2050 ».

L'ambition peut paraître téméraire. Tout change si vite autour de nous que se projeter 20 ou 30 ans dans le futur est risqué, peut-être illusoire.

Mais, même si nous nous trompons, nous pensons qu'il peut être utile d'imaginer plusieurs scénarios qui seront autant de repères pour l'action.

Comment nous logerons-nous ? Comment nous déplacerons-nous ? Comment nous nourrirons-nous ? nous soignerons-nous ? nous formerons-nous ? nous divertirons-nous ? Autant de questions qui excitent l'imagination.

*

Je quitte mon territoire bordelais pour élargir à nouveau le champ de vision.

Le sort de l'humanité dépendra, c'est ma conviction, au niveau global comme au niveau local, de la prise de conscience des peuples qui la composent.

On fait souvent le procès du populisme. Et on a raison.

Le populisme, ce n'est pas le respect du peuple.

C'est au contraire une forme de mépris à son égard : c'est dire au peuple ce qu'il a envie d'entendre même si l'on sait que ce n'est pas la vérité.

Respecter le peuple, c'est lui faire confiance et lui redonner confiance.

Le mal dont souffrent nos pays, c'est précisément la défiance : défiance de nos concitoyens envers la mondialisation, envers le progrès scientifique et technologique, envers leurs élites et principalement leurs dirigeants politiques.

Si nous ne parvenons pas à casser ce mur de la défiance, il n'est pas sûr que nous évitions le pire.

La difficulté vient de ce que la confiance ne se décrète pas ; c'est une alchimie mystérieuse, on vient de le voir en France, dans ce curieux pays dont le peuple est, si l'on en croit les sondages, le plus pessimiste d'Europe ; brusquement, il reprend confiance sous le charme d'un nouveau Président, il est vrai hors normes, dont le succès a produit un effet de souffle dévastateur sur le paysage politique national.

Au-delà des phénomènes conjoncturels, dont personne ne sait s'ils seront durables, il faut agir sur la durée, en recherchant les causes lointaines.

Dans la plupart de nos pays, on peut diagnostiquer la même crise profonde : celle de la démocratie représentative que nous avons mis des décennies à édifier. Crise de confiance presque existentielle : les électeurs quand ils vont aux urnes - et ils y vont de moins en moins nombreux- ne se satisfont plus de désigner, par leur vote, celles et ceux qu'ils chargent d'exercer le pouvoir en leur nom ; ils veulent rester parties prenantes aux décisions qui les concernent, tout au long des mandats qu'ils confient. C'est l'opposition que le politologue P. Rosanvallon fait entre la démocratie d'**autorisation** et la démocratie d'**exercice**.

Le grand artiste Michelangelo Pistoletto que j'ai accueilli à Bordeaux pour un travail d'immersion dans plusieurs quartiers de la ville fait à peu près la même

analyse avec des mots différents : il préconise de passer de la **démocratie** à la **démopraxie**.

Cette aspiration est générale et durable : elle est entretenue par l'élévation du niveau d'éducation et d'information qui rend chaque citoyen plus exigeant et transforme la relation d'autorité. Nous y répondons avec plus au moins de bonheur dans nos gouvernements locaux, en développant toutes les formes de concertation, jusqu'à la co-construction de la décision politique.

Reste à transposer ces nouveaux modes d'exercice du pouvoir au niveau des grands ensembles, nationaux et au-delà. Des outils existent, numériques ou traditionnels. C'est une véritable régénération de la démocratie représentative – qui demeure irremplaçable – par la démocratie participative qu'il faut réussir.

*

La question se pose à l'échelle de l'Europe aussi. L'un des reproches les plus fréquents adressés à l'Union Européenne, c'est son **déficit démocratique**. Malgré les réformes successives qui ont renforcé la représentativité et les pouvoirs du Parlement Européen, l'Union continue à apparaître technocratique, lointaine, ignorante des attentes réelles de ses citoyens. Peu importe de savoir si cette critique est totalement fondée. Ce qui compte, c'est la perception qu'en ont les Européens, le désamour d'Europe, voire l'hostilité à la construction européenne qu'ils expriment dans leurs votes.

La dislocation de l'Union Européenne constituerait pour chacun de nos pays et pour le continent, j'en ai l'intime conviction, un cataclysme destructeur.

Car, dans le monde de tous les dangers, l'Union fait la force. Les slogans les plus rebattus sont souvent les plus justes.

Oui, l'union fait la force face au dérèglement climatique qui ne s'arrête pas aux frontières de nos Etats.

Oui, l'union fait la force face à l'emprise des GAFAs sur tant d'aspects de notre vie quotidienne.

Oui, l'union fait la force face aux flux migratoires incontrôlés que nous devons gérer ensemble avec humanité mais aussi avec responsabilité.

Nous pouvons nous rassurer en affirmant, comme le fait Alain Minc dans son dernier livre (**Une humble cavalcade dans le monde de demain**), que l'Union Européenne est « indétricotable ». La complexité des négociations du Brexit plaide en ce sens. Je pense néanmoins que le risque de dislocation existe bel et bien soit par explosion brutale ou, comme l'admet Minc lui-même, par « affadissement » dans le statu quo.

Qui n'avance pas recule, c'est la dure loi de la concurrence internationale. Le seul projet qui vaille pour l'Europe, c'est donc bien « le grand bond en avant ».

Le Président Emmanuel Macron, après d'autres, en a tracé les voies dans son discours à la Sorbonne le 26 septembre dernier. Sigmar Gabriel, ministre

allemand des affaires étrangères, l'a rejoint sur bien des points dans son intervention du 5 décembre devant le forum diplomatique de la Fondation Körber.

Les chantiers prioritaires sont bien identifiés :

- Premier chantier : la **zone euro**. Nous devons en améliorer la gouvernance et les performances pour en faire non seulement une aire de stabilité qui protège nos économies des turbulences des marchés des changes mais aussi un territoire de croissance qui soutienne la création d'emplois. Pour y parvenir, nous devons lui en donner les moyens institutionnels et budgétaires ; remédier à ses dysfonctionnements internes en recherchant une meilleure convergence fiscale et sociale ; lutter plus efficacement contre les dumpings que pratiquent certaines puissances concurrentes.

- Deuxième chantier : le **numérique**. Ses technologies bouleversent de fond en comble nos économies et nos sociétés. Nous avons, en tous les domaines, le **savoir** mais pas le **faire**. Et nous subissons de plus en plus la domination d'acteurs extérieurs. Il est urgent de créer les conditions de l'émergence de champions européens du numérique en commençant par organiser un marché unique et une régulation européenne notamment fiscale qui en garantisse la loyauté.

- Troisième chantier : la **transition énergétique**, qui est la clef d'un développement soutenable sur notre planète. Nos choix, en matière d'énergie, n'ont pas été, jusqu'ici, convergents. Nous devons nous reprendre et trouver des points d'accord, par exemple le choix d'un juste prix du carbone qui nous incite, voire nous oblige à changer nos manières de nous déplacer, de nous loger, de nous nourrir, à inventer un modèle de croissance, sobre, économe des ressources rares, circulaire. L'Europe l'a montré lors de la négociation de l'accord de Paris : nous pouvons être à la pointe de ce combat.

- Quatrième chantier : nos **frontières**.

C'est sur le constat que nous sommes incapables, dans la zone Schengen, de les contrôler que prospèrent les thèses de l'extrême-droite un peu partout dans nos démocraties. C'est une question cruciale et un défi considérable. D'un côté, nous devons rester fidèles à nos valeurs morales et à nos engagements internationaux en accordant l'asile à ceux qui sont persécutés chez eux pour leurs idées politiques ou leur religion. D'un autre côté, nous ne pouvons pas ouvrir nos frontières à toute la misère du monde, pour reprendre l'expression de Michel Rocard.

Il est impératif que nous agissions sur deux plans : celui du **contrôle** en dotant Schengen des moyens juridiques, budgétaires, humains d'assurer une maîtrise réelle des frontières communes. Bien des progrès restent à faire en ce sens. D'un autre côté, il nous faut **harmoniser** nos politiques d'asile et nos politiques

d'immigration pour donner une base claire à la solidarité qui doit nous unir. Sans oublier le troisième aspect, le plus difficile et le plus fondamental à moyen terme : le traitement des causes profondes -à savoir en premier lieu le partenariat Europe-Afrique sans lequel nous serons impuissants à maîtriser les flux migratoires. Il est difficile de construire un mur dans le désert du Mexique. A supposer que nous le voulions, ce serait impossible à travers la Méditerranée

- Cinquième chantier : la **défense**.

Profitons du moment que créent à la foi le BREXIT et le repli américain pour donner un élan décisif à la politique de sécurité et de défense commune ; des progrès ont été récemment accomplis, je pense à la mise en place d'une coopération structurée permanente telle que la prévoient les traités ; ou à la création d'un Fonds européen de défense destiné à financer nos capacités et notre recherche. Il s'agit là d'outils qui ne donneront leur pleine mesure que s'ils s'appuient sur une vision partagée des menaces et des réponses que nous sommes décidés à leur apporter. Il est urgent d'élaborer un livre blanc sur la défense de l'Europe et son autonomie stratégique en complément de l'OTAN.

- Sixième grand chantier : l'**Afrique**. Les destins de l'Europe, de la Méditerranée et de l'Afrique sont intimement liés. Il est illusoire d'espérer équilibrer les mouvements de population si les jeunes Africains ne peuvent travailler et s'épanouir « au pays » comme ils y aspirent légitimement. L'aide au

développement est nécessaire. Mais c'est surtout d'investissements productifs que nos partenaires ont besoin.

Nos entreprises doivent s'engager davantage en Afrique. C'est aussi leur intérêt d'être présentes sur un marché de 4 milliards d'habitants et de ne pas laisser le champ libre à la seule Chine, et aussi aux Etats-Unis, à la Turquie, à bien d'autres. Permettez-moi de penser tout particulièrement aux entreprises françaises que je trouve frileuses alors que leur communauté de langue avec de nombreux pays leur donne un avantage compétitif.

La francophonie, pour nous Français, est un enjeu stratégique. Le multilinguisme l'est pour l'Europe entière.

*

Comment dès lors progresser dans toutes ces directions ? Si nous voyons clairement ce qu'il faudrait faire, comment vaincre les résistances ou l'immobilisme ?

Il y faut d'abord la volonté politique des grands leaders européens. Je ne surprendrai pas ici si je réaffirme le rôle moteur que la France et l'Allemagne peuvent et doivent jouer. Je souhaite que le gouvernement allemand, finalement constitué après les élections de l'automne dernier, puisse se mettre au travail avec le gouvernement français.

Nous savons aussi que les initiatives franco-allemandes n'ont de chance de

prosperer qu'à condition d'être immédiatement ouvertes à nos partenaires stratégiques, à commencer par l'Italie qui, dès l'origine, s'est inscrite dans le noyau dur européen.

Deuxième condition : que le leadership européen entraîne les peuples européens. Et, pour y parvenir, dans ce monde de tous les dangers, le fil conducteur d'une nouvelle aventure européenne s'impose : il faut convaincre nos concitoyens que l'Union les protégera efficacement.

Outre le déficit démocratique, ce qui a miné la foi européenne, c'est en effet le spectacle d'inefficacité, d'impuissance que l'Union a trop souvent donné.

Or, l'Europe rénovée nous protégera contre les menaces de conflit qui ne sont plus tout à fait théoriques, contre le terrorisme qui demeure un risque majeur.

L'Europe rénovée nous protégera contre le dumping social, environnemental, fiscal qui dévalue l'honnête concurrence et la libre circulation.

L'Europe rénovée nous protégera contre la puissance sans limites et sans contrôles de firmes multinationales qui font intrusion dans nos vies personnelles, et ne respectent pas les règles du jeu d'un libéralisme régulé.

L'Europe rénovée nous protégera contre les mouvements de population désordonnés, les trafics de personnes humaines, l'exploitation de la misère.

*

Une Europe qui protège. Mais aussi une Europe qui porte des valeurs communes et qui se veut artisan de paix sur la planète.

Car telle est bien la question que nous ne pouvons plus éluder : partageons-nous vraiment les mêmes idéaux ?

Les mêmes idéaux politiques :

- l'idéal de la **liberté** qui fait de la personne humaine et de son libre arbitre, femmes et hommes à égalité, le socle de notre vie en société.

- l'idéal de **justice**, de solidarité, de cohésion nationale, d'égalité des chances qui nous fait devoir de ne laisser aucun des nôtres au bord du chemin.

- l'idéal de **démocratie**, renouvelé dans l'esprit que j'ai évoqué plus haut.

- au total, le même **idéal de civilisation**.

Ce n'est plus tout à fait évident. Force est de constater que certains Etats de l'Union s'éloignent de ces valeurs que nous pensions partagées par tous.

La démocratie illibérale n'a pas sa place dans la maison commune européenne.

L'aventure européenne rénovée, le « grand bond en avant », la refondation, quel que soit le terme choisi, n'ont de sens – avec les sacrifices qu'ils impliquent – que si nos pays, nos Etats et surtout nos concitoyens, dans leur diversité, se sentent dépositaires d'un même patrimoine culturel, intellectuel, humain qu'ils ont le projet de transmettre aux générations futures.

C'est pourquoi l'éducation est le pivot de toute refondation.

C'est pourquoi si j'avais, pour conclure, une seule mesure à proposer, je choisirais d'instaurer entre nos nations un Erasmus pour tous, étudiants, apprentis, jeunes travailleurs, un Erasmus universel pour créer entre hommes et femmes d'Europe la connaissance, le respect, la compréhension mutuelle, l'amitié qui soudent l'Union réelle, pas seulement celle des traités mais d'abord celle des esprits et des coeurs.